

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION GENERALE

BP : 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

INSTITUTE OF AGRICULTURAL
RESEARCH FOR DEVELOPMENT

HEAD OFFICE

P.O.Box: 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° ³⁴/AONO/IRAD/DG/DAAF/SDBF/SM/BPDM/CIPM/2025 DU 12/09/2025
POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA FERME DE NKOLBISSON

1. Objet

Dans le but d'améliorer le cadre et les conditions de travail de certaines structures de l'IRAD, le Directeur Général lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réhabilitation de la ferme de Nkolbisson.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- ☐ Installation du chantier ;
- ☐ Dallage ;
- ☐ Peinture ;
- ☐ Menuiserie (métallique, bois et alu) ;
- ☐ Électricité ;
- ☐ maçonnerie
- ☐ Plomberie-sanitaire ;
- ☐ Carrelage

3. Allotissement

Les travaux ainsi attendus sont constitués en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **quarante-cinq millions (45.000.000) FCFA**

5. Délais prévisionnels d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **cinq (05) mois calendaires**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais spécialistes dans le domaine des travaux publics installées au Cameroun et ayant une expérience avérée dans lesdits domaines.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le **Budget de Fonctionnement, Exercice 2025**, sur la ligne d'imputation budgétaire **612 120**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **en ligne**.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un **cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO**, d'un montant de **FCFA 450.000 (quatre cent cinquante mille)**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. **Le titre de la caution de soumission émis par l'établissement financier doit être accompagné d'un récépissé de la CDEC du même montant**. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au **Service des Marchés de l'IRAD sis à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 699 59 84 14**, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)**.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au **Service des Marchés de l'IRAD sis à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 699 59 84 14**, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **80.000 Francs CFA (quatre-vingt mille)**, dans le Compte spécial **CAS- ARMP N° 335988 ouvert à la BICEC (toutes les agences)**, à titre de frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

12. Remise des offres :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** au plus tard le **07/10/2024** à **12...Heures** limite. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO pour l'Offre Administrative;**
- **15 MO pour l'Offre Technique;**
- **5 MO pour l'Offre Financière.**

Les formats acceptés sont les suivants:

- **Format PDF pour les documents textuels;**
- **JPEG pour les images.**

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics accompagné d'un récépissé de la CDEC correspondant, ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 07/10/2025 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'IRAD dans la salle de conférence sise à Nkolbisson. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Principaux critères d'évaluation

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence et/ou la non-conformité du cautionnement de soumission avec récépissé correspondant de la CDEC à l'ouverture des plis ;

- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 5/7 critères essentiels;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum (véhicule Pick up 4x4, trousse minimum de chantier de construction) ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée;
- du non-respect du format des offres soumises en ligne

15.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières) $\geq \frac{3}{4}$ du montant prévisionnel.
- la qualification et l'expérience du personnel
- les moyens logistiques
- la méthodologie d'exécution, le planning, le rapport de visite du site et propositions ;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés sur chaque page, signés datés, cachetés et portant la mention « lu et approuvé » à la dernière page)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du **Chef Service Des Marchés** de l'IRAD sise à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 699.59.84.14.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO au numéro 222 22 33 62.

Fait à Yaoundé, le 12/09/2025



LE DIRECTEUR GENERAL

Dr. Noé WOIN

Ampliations :

MINMAP
ARMP
DAAF/SDBF/SM
Président CIPM
Affichage
Chrono / Archives

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION GENERALE

BP : 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

INSTITUTE OF AGRICULTURAL
RESEARCH FOR DEVELOPMENT

HEAD OFFICE

P.O.Box: 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm

OPEN NATIONAL TENDER NOTICE UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No. 34/AONO/IRAD/DG/DAAF/SDBF/SM/BPDM/CIPM/2025 OF 42/09/2025
FOR THE RENOVATION OF THE NKOLBISSON FARM

1. Purpose

With the aim of improving the working environment and conditions of certain IRAD facilities, the Director General is launching an Open National Call for Tenders for the renovation of the Nkolbisson farm.

2. Scope of services

The work includes, in particular:

- Site installation;
- Paving;
- Painting;
- Carpentry (metal, wood and aluminium);
- Electrical work;
- Masonry
- Plumbing and sanitation;
- Tiling

3. Lot

The work is to be carried out as a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **forty-five million (45,000,000) CFA francs**.

5. Estimated completion time

The maximum time envisaged by the Project Owner for the completion of the work covered by this Call for Tenders is **five (05) calendar months**. This period shall run from the date of notification of the service order to commence the work.

6. Participation

Participation in this tender is open to companies incorporated under Cameroonian law that specialise in public works, are based in Cameroon and have proven experience in the aforementioned fields.

7. Financing

The works covered by this tender are financed by the Operating Budget for the **2025 financial year**, under budget line **612 120**.

8. Submission method

The submission method selected for this tender is online.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped bid bond, paid by hand, issued by an organisation or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is included in document 14 of the tender documents, in the amount of **FCFA 450,000 (four hundred and fifty thousand)**, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids. **The tender bond issued by the financial institution must be accompanied by a receipt from the CDEC for the same amount.** Failure to provide a tender bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement will result in the outright rejection of the tender. A tender bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as absent. The tender bond presented by a tenderer during the opening of bids shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The physical file may be consulted free of charge during business hours at the IRAD Contracts Department located at Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel: 699 59 84 14, as soon as this notice is published.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP site (www.armac.cm).

11. Procurement of tender files:

The physical version of the tender dossier can be obtained from the **IRAD Procurement Department located at Nkolbisson, PO Box 2123 Yaoundé, Tel: 699 59 84 14**, upon publication of this notice, upon presentation of the original receipt for payment of a non-refundable fee of **80,000 CFA francs (eighty thousand)** for the purchase of the tender documents, in the special account CAS-ARMP No. 335988 opened at BICEC (all branches), as the purchase price of the tender documents.

12. Submission of tenders:

The tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform no later than **07/10/2025** at 12...Hour deadline. A backup copy of the bid saved on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the above reference, within the specified time limit.

File size and format

The maximum sizes of the documents that will be transmitted via the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate shall ensure that compression software is used to reduce the size of the files to be transmitted where possible.

13. Admissibility of bids

Administrative documents, technical bids and financial bids must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes.

The following will not be accepted by the Project Owner:

- Envelopes bearing the identity of the bidder;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes that do not comply with the submission procedure.
- Envelopes that do not indicate the identity of the tender;

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. **In particular, the absence of a tender bond issued by a first-class financial institution or organisation approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, accompanied by a corresponding CDEC receipt, or failure to comply with the models of the documents in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the tender without any recourse.** A tender bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as missing. A tender bond presented by a tenderer during the opening of tenders shall be inadmissible.

14. Opening of bids

The opening of bids will take place at 13:00 on 27/10/2021 by the IRAD Internal Procurement Commission in the conference room located in Nkolbisson.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single person of their choice who has been duly authorised, even in the case of a consortium of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in original or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (03) months old or have been issued after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file at the time of opening of the bids, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Main evaluation criteria

Bids will be evaluated according to the following main criteria:

15.1 Elimination criteria

These include:

- the absence and/or non-compliance of the tender bond with the corresponding CDEC receipt at the opening of the bids;

- failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond);
- false statements, fraudulent manoeuvres or falsified documents;
- failure to comply with 5/7 essential criteria;
- failure to provide a sworn statement that no construction sites have been abandoned in the last three years;
- failure to provide a quantified unit price in the financial offer;
- failure to own or lease minimum equipment (4x4 pick-up vehicle, minimum construction site kit);
- the absence of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);
- the absence of a dated and signed integrity charter;
- the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- non-compliance with the format of offers submitted online.

15.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will include, for information purposes:

- the presentation of the bid;
- the bidder's references;
- financial capacity (access to a line of credit or other financial resources) $\geq \frac{3}{4}$ of the estimated amount.
- the qualifications and experience of the staff
- logistical resources
- the execution methodology, schedule, site visit report and proposals;
- proof of acceptance of the contract conditions (CCAP and CCTP initialled on each page, signed, dated, stamped and marked 'read and approved' on the last page)

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the tenderer who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any discounts offered.

17. Validity period of bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the deadline for receipt of bids.

18. Additional information

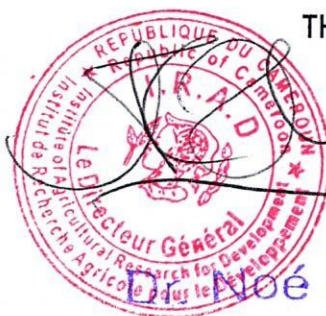
Additional information may be obtained from the Head of the IRAD Procurement Department located at Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel: 699.59.84.14.

19. Combating corruption and malpractice

To report any practices, acts or incidents of corruption or malpractice, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP at or the MO at 222 22 33 62..

Done in Yaounde, on the 12/09/2025

THE DIRECTOR GENERAL



Dr. Noé WOIN

Copies :

MINMAP

ARMP

DAAF/SDBF/SM

President CIPM

Billboard

Chrono / Archives

